

Communiqué de presse

«Perspectives conjoncturelles pour 2011»

Lundi 6 décembre 2010

L'économie suisse toujours sur la voie de la croissance Mais de grands risques pèsent sur l'économie mondiale

economiesuisse table sur une croissance du PIB de 2% en 2011. La robustesse du franc pèse sur la croissance des entreprises exportatrices. Les dépenses de construction et de consommation bénéficient de l'augmentation des salaires, de la diminution du chômage, du faible niveau des taux d'intérêt et de l'immigration nette. Le taux d'inflation restera faible l'année prochaine. Les risques de rechute restent néanmoins élevés.

Perspectives pour 2011 : croissance du PIB de 2%

La reprise des exportations se poursuit malgré la vigueur du franc. Comme en 2010, tant l'économie intérieure que l'économie d'exportation vont croître, en dépit de la force du franc. La croissance des entreprises exportatrices va néanmoins sensiblement ralentir. Par rapport à l'année de crise 2009, les accents se déplacent. Alors qu'en 2009 l'industrie chimique et pharmaceutique, poids lourd des branches exportatrices, a beaucoup contribué à atténuer le recul du PIB en Suisse, les perspectives pour l'année prochaine dans ce secteur sont réservées en raison de la situation de financement précaire de nombreux pays industrialisés. L'industrie horlogère, qui connaît une demande mondiale soutenue, peut se montrer confiante. L'industrie des machines affiche aussi un taux de croissance positif, cependant à un niveau nettement plus bas qu'en 2008, où elle a connu un boom.

La demande des marchés mondiaux comme moteur. La solidité de la situation conjoncturelle, surtout en Allemagne et dans les pays émergents, est le moteur de l'évolution des exportations. Elle compense la faiblesse de la croissance enregistrée sur d'autres marchés. Si la force du franc freine le développement des exportations, elle ne débouchera pas sur une récession. 2011 sera un véritable test de résistance pour le secteur suisse du tourisme.

Croissance stable de l'économie intérieure. Des hausses de salaires nettement supérieures à 1 %, un chômage en léger recul et le maintien d'une immigration nette se répercuteront positivement sur l'économie intérieure. L'augmentation du revenu disponible de la population favorisera les investissements privés dans la construction et les dépenses de consommation qui vont encore augmenter l'année prochaine. La Confédération, les cantons et les communes soutiendront la conjoncture. Contrairement à ce que l'on observe à l'étranger, les pouvoirs publics n'auront pas besoin de réduire leurs dépenses de construction et de consommation. On peut au contraire s'attendre à une légère progression de ces dépenses. La place économique demeurera attrayante pour les entreprises internationales. Le secteur de la santé publique va lui aussi se développer de manière constante. La hausse des primes d'assurance maladie, des cotisations aux APG et à l'assurance chômage ainsi que

l'augmentation de la TVA de 0,4 %, qui se traduiront par un effet unique, léger, sur les prix, exerceront toutefois une influence négative sur l'économie intérieure.

Le taux d'inflation reste bas. Les investissements d'équipement et de construction du secteur privé en bénéficieront. Toutefois, le faible niveau des taux d'intérêt va poser des problèmes dans le secteur des assurances par exemple. Vu que le marché immobilier présente des tendances à la surchauffe dans certaines régions de Suisse et que la conjoncture connaît toujours une évolution favorable, l'économie s'attend à ce que la banque centrale relève légèrement les taux d'intérêt à court terme au cours de ces prochains mois. La BNS va malgré tout continuer de mener une politique monétaire très expansionniste sur la durée. Les prix à l'importation, plus bas, freinent l'évolution des prix du marché intérieur. Par conséquent, le taux d'inflation va se maintenir à bas niveau en 2011. Il se situera vers 1 %.

Baisse modérée du chômage. La demande de main-d'œuvre qualifiée est toujours élevée dans plusieurs branches. Economiesuisse s'attend à ce que le taux de chômage corrigé des variations saisonnières, tel que calculé par le Seco, baisse modérément au cours des prochains mois pour s'établir à 3,2 % environ en moyenne annuelle en 2011.

Risques de rechute élevés en raison de l'endettement et de la formation de bulles. Le problème de l'endettement au sein de l'UE constitue le premier de ces risques. En dépit des interventions de la BCE et du dispositif de sauvetage mis en place, la zone euro pourrait éclater. Il pourrait en résulter une brusque appréciation du franc, avec les graves conséquences que l'on peut imaginer sur la conjoncture. Un autre risque de récession pourrait être lié à la croissance fragile des États-Unis. En effet, la question de l'endettement n'y est toujours pas résolue et les marchés immobiliers ne sont toujours pas stabilisés. Un troisième risque tient à la tendance à la formation de bulles dans les pays émergents. Si une correction devait intervenir, elle serait sévère dans la situation fragile de l'économie mondiale.

Prévision des comptes nationaux

Variation par rapport à l'année précédente (en %)

	2007	2008	2009	2010P	2011P
Produit intérieur brut, réel	3,6	1,9	-1,9	2,6	2,0
Consommation privée	2,3	1,3	1,0	1,6	1,4
Consommation publique	0,3	1,7	1,6	0,9	1,3
Investissements de construction	-2,3	0,0	3,0	3,3	2,5
Investissements d'équipement	11,1	0,8	-10,8	4,4	3,6
Exportations (total)	9,6	3,3	-8,7	9,1	3,9
Importations (total)	6,1	0,3	-5,4	6,5	5,2

Variation par rapport à l'année précédente (%), moyenne annuelle

	2007	2008	2009	2010P	2011P
Taux d'inflation	0,7	2,4	-0,5	0,7	0,8
Taux de chômage	2,8	2,6	3,7	3,8	3,2

Hypothèses exogènes*

	2010	2011
Taux de change CHF/EUR	1,38	1,33
Taux de change CHF/USD	1,05	0,97
Prix du pétrole en USD	76	90
Taux de croissance des États-Unis	2,8	2,4
Taux de croissance de la zone euro	1,7	1,5
Taux de croissance de la Chine	10,2	9,3
Taux d'intérêt à court terme	0,2	0,6
Rendement des obligations de la Confédération	1,7	2,1

* Données prises en compte pour l'estimation des prévisions conjoncturelles 2011

Pour toutes questions:

Cristina Gaggini, directrice romande

Téléphone : 078 791 82 39, cristina.gaggini@economiesuisse.ch